

PC : ORTHODOXIE ET AUTONOMIE

Le mouvement communiste international ne correspond plus à l'image traditionnelle d'un bloc monolithique dirigé de Moscou. Malgré les efforts déployés par le parti communiste d'Union Soviétique pour enrayer les tendances centrifuges qui s'y manifestent, celles-ci se développent. La publication successive de deux documents stratégiques communs, signés, le premier par les PC espagnol et italien, le second par le même PCI et le PCF, en est la preuve.

L'évolution de la situation internationale et des rapports Est-Ouest, la conquête d'une base de masse, le poids des situations particulières à chaque pays, tout cela a accéléré la mutation de nombreux partis communistes de l'Europe capitaliste. Cette mutation a parfois été lente et superficielle, parfois plus rapide et plus profonde.

Dans le cas du PCF, elle s'effectue avec retard, et ses effets sont réduits : les limites et les contradictions du débat engagé au PCF sur le phénomène stalinien le montrent. Les cadres du PCF ne sont pas prêts à revenir sur certains dogmes, sur leur conception très particulière de l'histoire, ni à remettre en cause le mode de fonctionnement de leur parti. A leur manière, en maintenant une certaine orthodoxie théorique, ils n'en affirment pas moins une certaine autonomie par rapport au modèle soviétique.

Le document préparatoire au 22^e congrès du PCF s'inscrit dans cette démarche. Comme le précisait Jean Kanapa dans son rapport au comité central des 5 et 6 novembre, « il ne s'agit ni d'une résolution (où l'on fixe les tâches du parti pour la période immédiate), ni de thèses (approfondissement théorique)... ni d'un programme de gouvernement ».

Le texte du comité central n'offre donc pas de perspectives immédiates d'action : nous reviendrons sur ce point. Il constitue une sorte de récapitulation des orientations stratégiques et tactiques du PCF, un document faisant la synthèse entre le Manifeste de Champigny, le programme de gouvernement du PCF et le Défi démocratique.

On n'y retrouve rien de bien nouveau au niveau des affirmations de principe et de la perspective stratégique proposée par le PCF. Plus que le fond — bien connu — de l'alliance de toutes les classes et couches sociales anti-

monopolistes de la démocratie avancée, du passage pacifique au socialisme, c'est le ton, l'accent, mis sur certains aspects de ce projet politique, qui comptent. Face à la répulsion exercée par les régimes autoritaires des pays de l'Est sur de nombreux travailleurs, le PCF réaffirme longuement son programme de maintien et d'extension des libertés. Face aux aspirations autogestionnaires, il insiste sur la participation ou le contrôle de la gestion des entreprises par les travailleurs (via les comités d'entreprise...), sur le caractère démocratique de la planification, sur la différence entre nationalisation et étatisation. Face à l'interprétation donnée par Mitterrand et le PS du Programme commun, il met l'accent sur les réformes de structures que ce programme prévoit. Tout cela donne au document un caractère souvent défensif et préventif.

Par contre, l'accent est mis avec force sur le rôle du PCF, sur sa nature de parti d'avant-garde, de parti révolutionnaire. Etant bien entendu que la voie révolutionnaire « de notre temps » c'est la voie légaliste pacifique d'accès au socialisme, le document oppose la transformation radicale de la société que le PCF offre comme perspective à l'aménagement de la société capitaliste auquel se limite la social-démocratie. Il met l'accent sur la lutte longue et difficile qui devra être menée pour que triomphe la classe ouvrière. Par ces affirmatives, il dessine, « en creux » plutôt que par des attaques directes (assez rares), le portrait d'un parti socialiste peu ouvrier, peu désireux de mener le combat à son terme, toujours tenté par la collaboration de classe.

Après avoir tenté, en juin 1974, de définir un « compromis historique » à la française avec les débris d'un mouvement gaulliste « voué à la décomposition », le PCF s'est aperçu qu'une telle alliance de classe se ferait, non autour de lui, mais à ses dépens à travers une solution, soit d'union nationale, soit de centre gauche ou, de toutes façons, le PS jouerait le rôle décisif. Même si cette perspective n'apparaît plus comme devant se réaliser à court ou moyen terme, il a été amené à changer de tactique, en privilégiant son propre renforcement et en cherchant à reconquérir le terrain perdu au bénéfice du PS.

Il n'y a pas jusqu'à présent réussi. Il s'en faut de beaucoup ! Et les termes dans lesquels le débat du 22^e congrès est lancé ne permettent pas d'entretenir un changement de cette situation. Le do-

cument du comité central mentionne bien que le PCF sera au premier rang dans le combat contre la politique du pouvoir et les conséquences de la crise... mais il n'offre aucune perspective de lutte précise, aucune proposition d'action unitaire adaptée à la situation. La réaffirmation du rôle décisif des orientations fondamentales du PCF reconfortera peut-être ses militants. Elle

sera d'un faible secours pour les travailleurs affrontés à une situation économique toujours plus difficile et à un patronat résolu. Il ne suffit pas de parler à la classe ouvrière des lendemains qui chanteront, pour rendre plus favorables les conditions de son combat aujourd'hui.

François TURQUAN ■

En marge de la préparation du 22^e Congrès du PCF Débat à France-Nouvelle

Une discussion, portant sur plusieurs problèmes fondamentaux, se développe dans l'hebdomadaire du comité central du PCF. C'est Jean Ellenstein qui l'a engagée dans un article paru sous le titre « la démocratie et la marche au socialisme ». Comme l'écrit la rédaction de France Nouvelle, cet article « est de nature à alimenter la réflexion du parti sur le problème des libertés. Sa portée, cependant, semble plus générale ». Ce « semble » est un euphémisme.



Ellenstein pose dans cet article les bases d'une redéfinition d'ensemble de la politique et de la pratique du PCF. En cela ses conclusions rejoignent celles du parti communiste italien ou du parti communiste espagnol. C'est Maurice Moissonnier, vieux militant du PCF, qui se charge sous le titre « **démocratie et lutte de classe** » de lui répondre et de faire entendre la voie de l'« orthodoxie ».

Ellenstein, en parlant de la « **démocratie** » dans la « **marche** » et la « **construction** » du socialisme, aborde plusieurs questions : la nature du socialisme (et en particulier de l'URSS), la stratégie de lutte anti-capitaliste, le problème de la « **dictature du prolétariat** », le rôle du parti communiste. Comme on le voit, tout un programme !

La première question n'est abordée qu'en pointillé : « **les formes politiques ne procèdent pas directement de la formation économique et sociale qui en constitue le soubassement** ». Pour qui sait lire, cette subtile distinction revient en réalité à condamner le « **système politique** » édifié en URSS et dans les « **démocraties populaires** » sur la base d'une « **formation économique et sociale** »

Roland Leroy et Georges Marchais



distincte du capitalisme. Ellenstein n'en dit pas plus, mais cette réflexion théorique sert de fil conducteur au reste de sa réflexion politique dont le centre peut être résumé par la citation suivante. « **La révolution socialiste en Occident ne peut être qu'un processus de longue durée, longuement préparé par le prolétariat et réalisé selon des phases nombreuses et diverses fondées sur des processus démocratiques qui ne conduisent pas à des restrictions des libertés mais, au contraire, à leur expansion. La dictature du prolétariat ne peut, dès lors que renvoyer à ce concept théorique dont parlait Marx. Elle ne constitue pas un objectif stratégique à moyen et même à long terme. Elle n'a pas, elle n'a plus, un rôle opératoire** ».

L'auteur n'innove pas par rapport à l'orientation affirmée du PCF, quant aux « **moyens démocratiques dans la marche au socialisme** » (suffrage universel, participation aux luttes...). Il met simplement les points sur les i.

Alors pourquoi Moissonnier s'est-il cru obligé de répondre ?

C'est qu'en réalité Ellenstein en allant jusqu'au bout (c'est-à-dire en théorisant) de la pratique réformiste du PCF jette les bases, en France, d'une orientation « à l'italienne » ou « à l'espagnole », n'hésitant pas, pour y aboutir (car c'est une des conditions) à affronter l'URSS et son parti communiste.

Moissonnier se contente de répondre à Ellenstein sur le terrain de l'orthodoxie : les libertés ne sont pas libertés « **en général** » ; elles sont une conquête de la lutte de classe ; la dictature du prolétariat (même si sa forme doit être modifiée concède-t-il), comme la « **violence** », est « **nécessaire** » ; entre la démocratie bourgeoise et la démocratie prolétarienne, la différence est « **foncière** » etc. Généralités admises par tout marxiste et qui, pourtant, n'épuisent pas le problème.

D'ailleurs Moissonnier à deux reprises montre le bout de l'oreille. « **Ceux qui font l'impasse sur le rôle de la lutte de classe** écrit-il (en s'adressant formellement à la défunte seconde Internationale mais réellement au très vivant Ellenstein) **éliminent le moment subjectif**

essentiel : celui de l'initiative historique du parti » (souligné par nous). Moissonnier a certainement voulu citer Lénine, mais celui-ci parlait « **d'initiative historique des masses** ». Lapsus (?). Un peu plus loin, il nous explique qu'« **un pouvoir coercitif de la classe ouvrière et de ses alliés** » devra être « **soutenu par de larges masses** ». Chacun a compris. C'est le parti qui (au nom de la classe bien sûr) prend le pouvoir et qui exerce la « **dictature du prolétariat** » soutenu par les masses. Vieilles histoires en réalité.

Ni Ellenstein, ni Moissonnier ne sont capables d'imaginer une autre forme de démocratie et de liberté. Dans les luttes et dans la période de transition au socialisme. Cette démocratie-là, celle des assemblées générales, des comités de grève, des délégués élus et révocables à tout moment, ce pouvoir qui naît dans le processus révolutionnaire, le pouvoir des conseils de travailleurs a aujourd'hui un nom : autogestion socialiste.

Le débat ouvert dans **France Nouvelle** nous y ramène.

Maurice NAJMAN ■

Marchais - Berlinguer

Les fruits d'un tête à tête



Il faut situer la déclaration Marchais-Berlinguer dans le cadre des remous et des tensions qui se développent au sein du mouvement communiste international. Le PCI et le PCF ne veulent pas que leurs liens — plus ou moins étroits chez l'un et chez l'autre — avec le PC d'Union Soviétique entravent le développement de leur influence et la définition de leur politique. Le PC d'URSS n'a jamais renoncé à se comporter en pôle dirigeant du mouvement communiste international, malgré la dissolution du Komintern en 1943. Bien plus, comme le rappelait Victor Fay dans ces mêmes colonnes il y a deux semaines, les Soviétiques se sont engagés dans des manœuvres de reprise en main de plusieurs partis communistes, à travers des scissions — de fait ou de droit — (Finlande, Norvège), et réaffirment avec insistance, depuis plusieurs mois, leur hégémonie idéologique.

Malgré cette politique, ou contre elle, les tendances polycentristes se développent, à l'Est et surtout à l'Ouest. La réunion, en janvier 1974, des partis communistes d'Europe capitaliste, peu favorable à la politique du PCUS, est citée dans le document commun PCF-PCI. Celle de tous les partis communistes européens — pourtant d'actualité puisqu'elle doit se tenir dans les deux mois qui suivent, et lancée à l'initiative des Soviétiques — ne l'est pas. Ce n'est pas un hasard. Le document définit pourtant la plate-forme — très limitée à l'illustration de la coexistence pacifique — qui sera celle du PCF et du PCI dans cette conférence, tout en réaffirmant « **leur attachement à l'indépendance de chaque parti, au respect de la non-ingérence** ».

Ni l'un, ni l'autre des deux partis n'entend sacrifier son autonomie au profit des intérêts soviétiques. Ils font plus que cela ; de fait, ils définissent une stratégie commune, au moins dans ses principes fondamentaux. Cette stratégie inscrit la marche au socialisme « **dans le cadre d'une démocratisation continue de la vie économique, sociale et politique** ».

En termes clairs, il s'agit d'un passage au socialisme as-

suré par des moyens légaux, par l'utilisation des règles de la démocratie bourgeoise, et dans le respect des libertés, dont il est longuement précisé qu'elles seront respectées après l'accès au gouvernement des partis communistes. A l'occasion de remarques sur le Portugal et l'Espagne, cette stratégie est proposée comme un modèle applicable aux autres pays capitalistes européens. Ce modèle s'oppose directement au discours tenu par certains idéologues du PCUS à propos du Portugal. Il pose comme condition de la conquête du « **pouvoir** » et du passage au socialisme, la réalisation d'une large alliance de classes, n'excluant que le « **grand capital monopoliste** ».

A l'intérieur de ce vaste cadre idéologique, les questions de tactique restent dans le flou. Le PCI et le PCF ne pouvaient aller trop loin dans les précisions sans évoquer leurs divergences. Aussi, leur déclaration commune évoque successivement « **le développement d'une coopération solide et durable entre communistes et socialistes qui constitue le fondement** » de l'alliance de classes, puis les « **possibilités grandissantes** » de ren-



Enrico Berlinguer

contre entre les communistes et « **les forces ouvrières et populaires d'inspiration chrétienne** ».

Aucune porte n'est fermée, mais l'existence de ces mentions témoigne, au-delà des règles d'usage dans la rédaction de textes communs, des problèmes qui se posent en des termes différents, au PCF et au PCI.

Chez le premier, le virage de l'Union du peuple de France (juin 1974), puis la désagrégation de l'union de la gauche ont suscité des interrogations profondes sur le rôle du parti et sa politique que marque le document préparatoire au 22^e congrès ; face à ces interrogations, la réaffirmation de la stratégie fondamentale du parti (la démocratie avancée), au-delà de ses modalités tactiques d'application, était nécessaire.

Chez le second, les dernières élections régionales ont bouleversé les données sur lesquelles se fondait la politique de la direction. En Italie, le PC ne représente plus une « **force d'équilibre** » permettant de colmater les brèches d'un régime politique en pleine décomposition, mais une alternative au « **système** » démocrate-chrétien.

Le choix entre le « **compromis historique** » et l'union de la gauche va se poser, non plus en tant que sujet de débat dans le parti, mais dans les faits, sous la pression de la volonté populaire.

Mais les problèmes du PCF et du PCI ne seront, à coup sûr, pas résolus par la double négation de l'hégémonie idéologique du PC soviétique, et de l'accès au socialisme par la voie révolutionnaire.

Dans les deux cas, on se trouve en présence de partis, certes dotés d'une stratégie et d'une tactique, mais rencontrant les plus grandes difficultés pour l'appliquer. Dans les deux cas, ces difficultés ne peuvent que provoquer, sinon certaines remises en cause, du moins des débats et des remous internes, que les révolutionnaires français et italiens devront suivre de près et dont ils devront tenir compte.

François TURQUAN ■